

La France et le Sahel : L'opération Barkhane, sécurité collective ou... « recolonisation » ?



Le Sahel est l'une des régions les plus instables et l'une des plus pauvres de la planète. Le terrorisme qui s'y est installé depuis les années 2010, surtout depuis le conflit libyen de 2011, en fait également une région à hauts risques. Le Sahel englobe des pays tels que l'Algérie, le Sénégal, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Mali. Depuis 2013, la France mène diverses opérations dans cette région : l'opération Epervier au Tchad, l'Opération Serval puis l'Opération Barkhane lancée le 1^{er} août 2014 au Mali qui remplace toutes les opérations précédentes. Le but est d'enrayer le terrorisme dans la région.

La mort tragique de treize soldats le 25 novembre 2019 lors d'une collision entre deux hélicoptères au Mali durant une mission de l'opération citée plus haut relance le débat sur la présence et surtout l'utilité de la France sur le sol malien et au Sahel plus globalement.

Pourquoi y a-t-il un tel rejet de la présence militaire française au Mali ? Comment l'Opération Barkhane est-elle devenue un symbole d'une possible « recolonisation » ? La présence française au Sahel cache-t-elle une autre réalité que celle d'« éradiquer » ?

Un collectif d'universitaires ainsi que Michel Goya, ancien militaire, vont nous aider à répondre ces questions à travers leurs points de vue exprimés dans deux tribunes publiées par *Le Monde* le 2 décembre 2019.

Au Mali, on demande à jouer carte sur table. Depuis 2013, les manifestations antifrancaises ont débuté avec comme intention de faire entendre le rejet antifrancais qui anime le Mali. Le prêcheur islamique Mahmoud Dicko, pourtant premier défenseur de

l'Opération Barkhane à ses débuts avec le président malien Ibrahim Boubakar Keita, déclara en 2015 que les opérations menées par la France au Mali incarnaient un colonialisme dévastateur. Il va même plus loin en affirmant que le djihadisme est une « création française » et que les terroristes sont des « complices »

Thèse plus ou moins partagée avec le collectif d'universitaires cités plus haut. Selon Amité Roseline Dakouo (entrepreneuse et activiste), Charles Grémont (historien spécialiste des sociétés pastorales au Mali et au Niger), Gilles Holder (anthropologue spécialiste des dynamiques politiques de l'islam au Mali) et Boukary Sangaré (anthropologue spécialiste de la conflictualité dans la région centre du Mali), la présence de la France sur le sol malien est un processus de recolonisation par l'Occident. La France joue à un double-jeu dangereux, elle ne serait visiblement pas claire dans ses intentions. Elle y ferait des trafics illicites comme le vol d'or datant de l'Empire du Mali avec l'aide des djihadistes complices tout ceci dans un but de déstabilisation du Mali. La France empêcherait également le Mali de devenir une société morale, une gouvernance fondée sur l'éthique islamique et une réponse au djihadisme par le dialogue loin de la démocratie libérale prônée par la France et Ibrahim Boubakar Keita le « candidat de la France »... Mais qu'en dit l'armée française ?

Michel Goya, ancien colonel des troupes de marine, explique que le problème ne vient de la France, ni de l'armée mais de l'Etat du Mali qui est, selon lui, « *un Etat failli et corrompu* ». Selon Goya, ils font la guerre car les organisations terroristes l'ont cherché, il fait là référence à la série d'attentats perpétrés par Al-Qaïda/AQMI dès 1995, et pour lui, l'opération « Serval » (devenue Barkhane) est un véritable « succès ». Il dit que la France est restée au Mali en 2013 pour l'Opération Barkhane notamment à cause de l'inefficacité à l'armée malienne à prendre le relais et surtout de l'incapacité de l'Etat malien à prendre les choses en main. Goya présente trois différentes options militaires : 1) le renforcement militaire avec d'autres pays, 2) laisser aller en espérant que les choses s'améliorent, 3) la création d'une coalition sahélienne.

Dans son désir de garantir la paix dans ses anciennes colonies, la France s'est posée de manière déviée en pays qui retrouve ses vieux démons colonisateurs dans l'esprit d'un grand nombre de Maliens. Elle est passée d'armée « libératrice » à l'armée « occupante ». Et ce n'est sûrement pas l'envoi de 600 soldats supplémentaires par la Ministre des Armées pour l'Opération Barkhane qui va faire penser le contraire. Visiblement la France a choisi l'option du renforcement.

Jacques-Alexandre FOUMANGOYE (TL2), le 26 avril 2020